



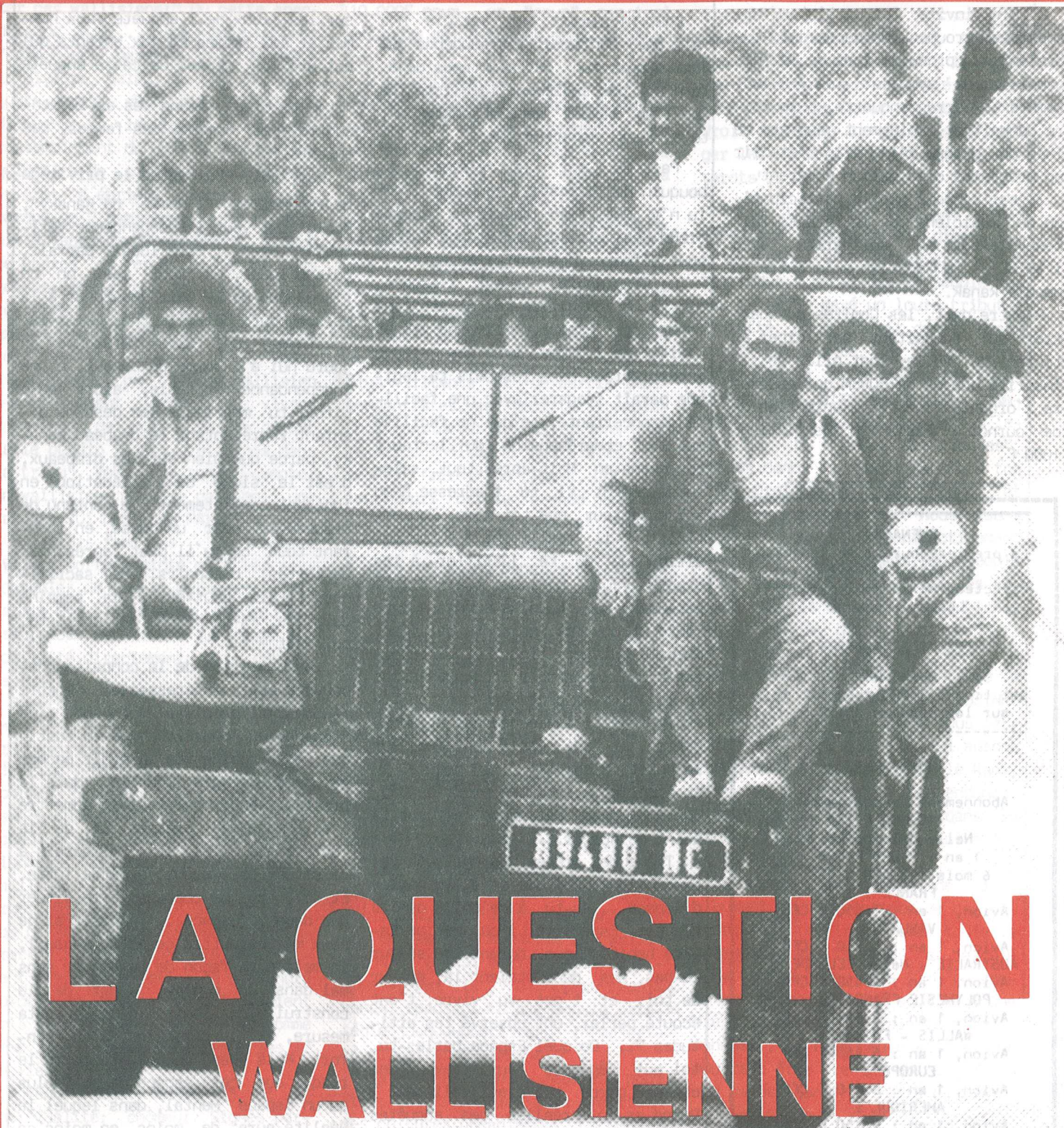
BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

N° 6 — 15 AOUT 1985

HEBDOMADAIRE



LA QUESTION WALLISIENNE

Une équipe de « gros bras » wallisiens en service commando dans la région de Témala, recrutés par les ultras du RPCR pour « casser du Kanak ».

PETITES ANNONCES

L'ACFD organise une session de formation pour les jeunes désirant faire de l'animation dans les Centres de Vacances et préparer le BAFA.

La session se déroulera pendant les vacances scolaires de septembre.

Contacter l'ACFD au 28.49.19 ou écrire à la BP 1671 Nouméa pour tous renseignements complémentaires.

L'USTKE invite les artistes, orchestres, groupes de danse qui voudraient se produire lors de la fête populaire du syndicat les 7/8 Septembre à Pierre Lenquette, à se faire connaître rapidement auprès de Théo du groupe YATA, afin d'établir un programme d'animation cohérent.

Il est rappelé que la participation de musiciens à la fête se fait bénévolement, en solidarité avec l'USTKE et en soutien à la lutte du peuple kanak.

D'autre part, les Comités de quartiers qui souhaitent participer au tournoi de volley sont priés de s'inscrire auprès de BOWEN qui assurera l'organisation et l'animation de ce tournoi. Frais d'inscription: 1000 F.

BWENANDO

Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

BWENANDO

est tiré à 3.000 exemplaires
sur les presses d'I.C.P.

ABONNEMENTS

Abonnement de soutien :
10.000 F

Nelle Calédonie :

1 an : 5.000 F CFP

6 mois : 2.500 F CFP

FRANCE :

Avion, 1 an : 7.850 F CFP

VANUATU :

Avion, 1 an : 6.250 F CFP

AUSTRALIE - NELLE ZELANDE :

Avion, 1 an : 6.450 F CFP

POLYNESIE FRANCAISE :

Avion, 1 an : 6.150 F CFP

WALLIS - FUTUNA :

Avion, 1 an : 5.450 F CFP

EUROPE :

Avion, 1 an : 8.850 F CFP

AMERIQUE :

Avion, 1 an : 8.150 F CFP

Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

COURRIER DES LECTEURS**REPONSE A ... NICOLAS****LA GEOGRAPHIE, CA SERT PEUT ETRE AUSSI D'ALIBI**

Cher Nicolas, ton article n'a fait que confirmer les soupçons que j'ai depuis un certain temps déjà. Tu n'es pas seulement idéaliste (ce que l'on savait depuis longtemps), tu es aussi opportuniste.

Passons sur la référence au bouquin de Lacoste ; ceux qui l'ont lu n'y ont rien appris : Lacoste prend des airs de Christophe Colomb pour défoncer des portes ouvertes.

La Géographie, c'est l'espace, dis-tu. A condition de ne pas confondre cet espace, milieu de vie et habitat de l'homme, avec les espaces intersidéraux dans lesquels ta logique paraît s'égarer avec une facilité déconcertante, ce qui ne facilite pas la compréhension du lecteur, convenons-en. Mais après tout, sais-tu seulement si tu t'adresse à un autre lecteur que toi-même. Ton article a-t-il réellement d'autre ambition que de te justifier à tes propres yeux, que de t'aider à te persuader que tu n'as commis aucune faute et que les incidents qui t'ont amené à quitter Lifou sont le résultat d'une lamentable incompréhension de la mission généreuse dont tu t'étais investi avec courage et abnégation, et qui était justement sur le point d'aboutir : la preuve, tu en appelles à tous les profs de Géo, quelque chose de grand est sur le point de sortir...

Trêve de rêve, soyons un peu pragmatique pour une fois. Tu parles d'Espace... As-tu à ce point oublié que cet Espace, à Lifou, est un Espace habité, que durant ton séjour là-bas, des gens étaient là, autour de toi, et t'ont vu vivre, t'ont écouté parler, ont observé tes attitudes ?... De quel Espace parles-tu, toi qui répugnes aux travaux des champs, parce que c'est salissant ? Quand as-tu réalisé ces enquêtes dont tu fais mention, quand en as-tu "en retour, rapporté les résultats et les propositions sur le terrain,

sur les lieux de l'enquête, aux hommes et aux femmes et aux enfants qui ont été au départ de cette enquête

?(je te cite). Quand les as-tu rencontrés, ces hommes, ces femmes, ces enfants ?

Non, toi, tu as eu le privilège de rencontrer "l'Homme de Kanaky", "celui qui veut l'Indépendance Véritable", bref l'Etre Idéal, parfait, puisqu'Idéal, en tout cas, on ne risque pas de le voir débarquer à la maison pour boire le thé, celui-là. C'est joli de faire référence au jour d'hui à l'Homme de Kanaky, à une Indépendance Véritable, alors qu'à Lifou, tu méprisais les dessins d'enfant représentant le drapeau Kanaky, parce que bien sûr les drapeaux, c'est le signe de l'aliénation, en ignorant complètement le contenu de drapeau-là, pour un gosse, en ignorant tout ce qu'il peut représenter de luttes, d'espairs, de sacrifices... Mais peut-être, la semaine dernière, es-tu devenu nationaliste, qui sait ?

Ta conception de la connaissance-pouvoir est intéressante, encore faudrait-il préciser qui sont les "tenants du pouvoir" que tu fustiges, sous peine de n'avoir énoncé qu'une tautologie inutile. Mais le préciser, pour toi, serait admettre l'existence des classes et de la lutte entre elles, et t'obligerait à te situer par rapport à cette lutte. Et toi, tu ne cherches à te situer que dans l'Espace... Alors, si je peux me permettre ce petit conseil, la meilleure façon de te situer sans mal dans un espace, c'est de le construire de toutes pièces, à ta mesure, à ta dimension, à ton confort. Mais dans ce cas, tu cours le risque que cet espace ne soit plus qu'un Espace Mental, dans lequel la Réalité aura de moins en moins sa place...

Philippe

EDITORIAL

MILICES WALLISIENNES: UNE DERIVE SUICIDAIRE

"Ils viennent maintenant jusque chez nous, dans nos villages, nos tribus et mêmes dans nos îles pour nous narguer, nous insulter et provoquer des bagarres. Il faut chasser ces wallisiens!" Ou cette anecdote de M.S..., une mère kanake: "cela s'est passé au mois de Mai à la Rivière Salée, au 4ème Secteur, juste devant chez moi. C'était un dimanche, au lendemain d'un grand rassemblement du RPCR à Dumbéa. Une quinzaine de costauds wallisiens, en état d'ébriété avancé, ont débarqué de 2 camionnettes et se sont mis à agresser sauvagement, à coup de barres de fer et de bâtons, des gosses kanaks qui jouaient dans la rue. Beaucoup de gamins ont été grièvement blessés et ont dû être hospitalisés. Lorsque j'ai voulu m'interposer, un jeune wallisien m'a violemment frappé au visage d'un coup de poing en me criant "sale putain kanak, retournes dans ta tribu". Vous vous rendez compte, un wallisien me dire ça à moi, une kanake, ICI DANS MON PAYS!!"

Plusieurs familles kanakes avaient porté plainte mais les responsables de cette ratonnade n'ont jamais été inquiétés malgré les assurances de Pisani qui avait été sollicité directement par les parents.

Ponérihouen, Maré, Houaïlou, Thio, et dernièrement Témala, en attendant que d'autres "groupes de sécurité", disséminés un peu partout en Brousse, soient prêts à se rendre opérationnels à la moindre occasion: le périmètre d'intervention des groupes paramilitaires wallisiens, encadrés, financés et armés par le RPCR ("légalisés" selon différents stratagèmes administratifs imaginés par le gouvernement Ukeiwé) ne cesse de s'étendre au-delà de Nouméa où ils avaient pris "l'habitude" de sévir, comme on a pu s'en rendre compte les 12 janvier et 8 mai.

Moyenne d'âge: entre 25 et 32 ans. Qualité: chômeur. Signes particuliers: grand et costaud, genre maltérophile. Lieu de résidence: Païta, Tindu, Dumbéa ou dans les concentrations urbaines de "réfugi-

és". Salaire: variable, 58.000F selon qu'il a été recruté par le "FTLCC" (Fonds Territorial de Lutte Contre le Chômage), environ 26.000F s'il émarge au "Plan Milliard", 5 à 10.000F pour un "coup" ponctuel assortis de quelques dons en nature.

L'apparition de ces milices wallisiennes depuis les événements de Novembre est sans conteste l'une des données socio-politiques les plus marquantes qu'a engendré la radicalisation sociale du pays. Certes la communauté wallisienne, en dépit des ouvertures prodiguées par le mouvement indépendantiste kanak depuis 15 ans, continuait de se ranger impertubablement aux côtés des ennemis de classe du peuple kanak, au point que de plus de en plus militants et de partis indépendantistes, au départ favorables pour considérer les wallisiens comme des colonisés et des alliés voire des "frères" de classe, ont fait leur deuil de la grande jonction historique entre "kanaks et camarades exploités wallisiens". Mais mis à part quelques bagarres de rue et quelques frictions du samedi soir dans les cités prolos de Nouméa, les rapports restaient globalement "normaux" sinon courtois entre les deux communautés. Pour les militants kanaks, à défaut de voir les wallisiens rejoindre le combat, on pouvait toujours espérer qu'en cas de coups durs ils resteraient "neutres", au seuil de ce qui est psychologiquement tolérable, c'est à dire le vote RPCR. Or l'émergence de ces "milices ethniques" musclées vient remettre en cause ce fragile équilibre, car la preuve est faite que désormais une partie des wallisiens a choisi délibérément de s'opposer par la violence au peuple kanak, épousant totalement la stratégie jusqu'aboutiste de la majorité "loyaliste" blanche.

Les kanaks sont réputés pour être, dans la plus pure tradition des cultures océaniques, un peuple tolérant, hospitalier, patient vis à vis de l'étranger qui passe ou de l'ami qui reste. Ce respect de "l'autre" ne s'est jamais démenti jus-

qu'à maintenant envers les communautés polynésiennes qui, dans les valises du colonialisme, ont quitté leur île d'origine, où ne vivent pas de kanaks, pour venir vivre et travailler en Kanaky, sans en demander la permission aux kanaks, sans jamais avoir présenté la moindre "coutume" aux autorités coutumières kanakes pour solliciter "le droit de fouler la terre, d'en manger les fruits et d'y planter des tarots".

Cette tolérance résignée a fait place aux rancœurs et, disons le, à la haine. Il n'est plus question pour nous, alors que le peuple kanak a déjà payé un lourd tribut à la lutte et qu'il vit dans l'insécurité permanente, de tomber dans la démagogie et de jouer les moralistes pour dire "attention, camarade, n'oublies pas les belles leçons sur la "lutte des classes", offres donc ta joue gauche à ton frère prolétarien de Futuna et tout le bla-bla-bla". Nous disons que ceux qui se mettent activement aux côtés des ennemis du peuple kanak seront traités comme des ennemis, qu'ils soient kanaks, blancs ou wallisiens, que le sort qui sera réservé aux TAOFIFENUA, FINAU et autres PANGALUA sera identique à celui des UKEIWE, WAMO et TIDJINE: la valise à la mer. Comme nous persistons à dire que ceux qui auront combattu aux côtés du peuple kanak dans sa lutte pour l'indépendance, auront toute leur place dans la Kanaky future. Ni plus, ni moins qu'un kanak.

Il serait malhonnête de tirer argument de l'existence de ces milices pour affirmer que toute la communauté wallisienne a basculé dans le fascisme, mais il n'en reste pas moins vrai que soumise à une pression politique violente et permanente, la communauté wallisienne pourrait être tentée de rechercher son salut dans la fuite en avant. Ce serait pour elle une tentation suicidaire: entre les incertitudes de l'indépendance et l'Apocalypse du retour à Wallis, elle doit choisir et vite.

TIGA

Conséquence logique qui a suivi la restructuration du mouvement indépendantiste kanak ayant amené la création du FLNKS, le Comité de Lutte de Toka Nod qui regroupe en son sein la quasi-totalité de la population de l'île (résidant sur place et à l'extérieur) exprime à travers sa formation et son organisation spécifique l'affirmation d'une conscience politique mûre dont la revendication rejoint celle du peuple de la Kanaky toute entière : l'Indépendance Kanake Socialiste.

Le Comité de Lutte de Toka Nod est supervisé par un bureau restreint dont voici la composition :

- Président : HNALAINE Joseph
- Vice-Président : IEKAWÉ Laguis
- Secrétaire : KOTRA Waitr
- Secrétaire-Adjoint : UREGEI

Sitrima

- Trésorier : WABET Daniel
- Trésorier-Adjoint : HNALAINE

Pascal

- Membres : KOURIANE Siman - UREGEI Kotra - WALLÉS Wallés - WAYA Waya
- HOILANE Nakane -

Bien que dépendant du Bureau Politique régional de Lifou, le Comité de Lutte de Toka Nod, de par son isolement géographique et ses problèmes spécifiques, garde une certaine autonomie fonctionnelle au niveau de l'organisation et de l'ouverture vers l'extérieur. C'est ainsi que depuis sa formation, le Comité de Lutte de Toka Nod n'a pas manqué de manifester -selon ses moyens- sa contribution à la lutte au sein du FLNKS :

- Envoi de dons (espèces et nature) aux familles des martyrs victimes de la tuerie fasciste (Hienghène et Lifou) et aux leaders de notre mouvement.

- Délégation aux obsèques d'Eloi et Marcel

- Délégation au congrès de Nakéty et Hienghène

- Participation à une A.G. régionale (Lifou)

- Tournées de mobilisation organisées localement.

Sur place, le Comité de Lutte de Toka Nod travaille la conscientisation politique collective à parti des débats, des réunions d'information ou de journées de mobilisation.

Le Comité de Lutte engage également des initiatives concrètes permettant la prise de responsabilité, surtout au niveau des jeunes. La maîtrise du circuit économique local à travers l'existence de la "Koop Pop Tiga" (traduisez Koopérative Populaire de Tiga), les travaux des champs, les tâches coutumières ou paroissiales dans l'île - pour ne citer que ça - sont autant d'activités exploitées utilement au niveau des jeunes pour une sensibilisation très approfondie de la responsabilité individuelle et collective par rapport à la lutte : tout ceci permet au jeune militant du Comité de Lutte - vu l'isolement géographique de l'île - de "s'extérioriser" d'un cercle fermé sur lui-même (sa famille, sa communauté, sa société) pour engager son analyse et sa réflexion dans une nouvelle dimension politi-

que, car il réalise que l'Indépendance Kanake Socialiste se construit tout d'abord au niveau de lui-même dans le travail de sa terre, mais non pas à l'ombre d'un cocotier grattant sa guitare en attendant d'aller débrousser un champ, parce que "c'est les vieux qui ont dit" ! Ce n'est que dans cette mesure qu'il comprend enfin que le sang de DECLERCQ, Eloi, Marcel, les frères de Tiendanite, Célestin... n'aura pas coulé sur le sol de nos ancêtres pour rien !... Ce n'est que dans cette mesure qu'il découvre que Toka Nod est une fibre vivante de la Kanaky !

Le Comité de Lutte FLNKS de Toka Nod croit à l'issue finale de notre lutte, parce qu'elle est légitime et fondée, ne serait-ce que par l'existence même du Peuple Kanak !

KANAKY vaincra, Toka Nod le croit et le vit !

JODY ATLM



COMITE CENTRAL U.P.M. THIO (St Phillippe II)

C'est à la tribu de Saint-Phillippe II (à l'endroit même où deux semaines plus tôt avait lieu une des plus violentes provocations policières jamais vues depuis le 18 novembre) que s'est tenu ce 10 août 1985 le comité central de l'UPM.

Ça sentait encore la poudre des grenades et les traces de balles tirées par les policiers étaient visibles sur les habitations.

Mais il en faut plus pour éprouver les solides militants et militantes FLNKS de Thio.

Accueil coutumier, paroles de bienvenue et les travaux peuvent commencer dans la maison commune. Entre les deux entrées est peint le drapeau de Kanaky et l'oeil vigilant du poster d'Eloi veille sur ce slogan : «La consigne demeure pour la libération de Kanaky».

A L'ORDRE DU JOUR :

- 1) Position de l'UPM par rapport à la constitution des listes du FLNKS.
- 2) Critique sur le Plan FABIUS
- 3) Débat sur le dossier «Propositions d'axes de développement» présenté par le comité d'action
- 4) Projet éducatif présenté par Simon NAAOUTCHOUÉ et qui sera soumis au GVT Provisoire.

Chaque point de l'ordre du jour sera débattu en quatre commissions tout l'après-midi. En soirée, chaque rapporteur fera son exposé. Et c'est seulement à minuit que seront adoptées les motions qui seront proposées au BP du FLNKS.

LES DEBATS : CE QUI S'EST DIT....

1) Sur les élections

- Conformément aux décisions du congrès de Hienghène, une convention du FLNKS devra se tenir avant les élections étant donné que le plan FABIUS est de nouveau modifié en faveur de la droite réactionnaire (21 conseillers dans le Sud : suite à la remise en question par le Conseil constitutionnel)

- Sur les listes des candidats FLNKS, l'UPM demande d'avoir toute sa place en fonction de sa représentativité et de sa combativité sur le terrain. (toute sa place et non pas toute la place comme certains partenaires l'entendent!).

- Quand on lutte, on est uni - dès qu'on vote, on est divisé !

- L'UPM s'est déclaré ne pas être un parti électoraliste, il privilégie la lutte sur le terrain et le travail en profondeur à la base (EPK, comités de lutte FLNKS dans les régions les plus durs)

Résultat de ce travail modeste mais efficace : à Thio, des Futuniens, des Wallisiens et des Européens nés ou non en Calédonie sont venus au comité central demander leur adhésion à l'UPM. Ils ont été présentés par les frères MOINDOU sous

les applaudissements des 80 délégués présents! Ils ont déclaré eux-mêmes qu'ils avaient compris...(sans commentaires pour ceux qui n'ont rien compris)!

2) Sur le Plan FABIUS

Ce plan n'est pas le nôtre. Toutefois, et toujours conformément au congrès, nous utiliserons les régions pour renforcer le FLNKS et faire profiter les kanak du développement économique.

3) Sur les propositions d'axe de développement

Les différentes résolutions des congrès de Oundjo l'année dernière et de Unia cette année, ont été approfondies et le se-

ront encore lors du prochain comité central.

4) Le projet éducatif a été expliqué par Simon ensuite, la commission jeunes de l'UPM a présenté son projet de formation politique, économique et culturel.

Un important compte-rendu de ce comité de Thio du 10 août sera expédié à chaque section de base.

A une heure du matin, les coutumes «d'au revoir» ont été échangés. Certains ont repris la route, d'autres sont restés dormir à Thio. Mais tout le monde s'est séparé en se disant que la lutte continue et que KANAKY VAINCRA !



Vue partielle d'une commission de travail sur le développement économique (l'après-midi) devant la Maison commune de la tribu à l'endroit même où les mobiles ont tiré !

MOTIONS ADOPTEES

1) PROPOSE :

A - La création d'une Commission de Contrôle et de Soutien aux élus par les comités de lutte de la région

B - Au FLNKS : une représentation des candidatures en fonction de la présence effective des groupes de pression, sur le terrain, dans la région

C - Au BP du FLNKS : l'organisation d'une réunion de la convention nationale ou d'une AG, afin d'adopter une stratégie commune en vue des prochaines élections régionales.

2) DEMANDE :

- aux membres actuels du GP, candidats aux prochaines élections régionales et avant ces dites élections, de faire un choix entre leur présence :

- dans les instances de lutte du Peuple kanak

ou

- dans les institutions coloniales.

3) ENCOURAGE :

- ses militants inscrits dans la région Nord du plan FABIUS à présenter au moins un candidat du Parti.

- ses militants à présenter au moins 3 candidats du Parti par région, dont un en position d'éligibilité.

DECOLONISER L'ENFANT

Il est surprenant comment de nos jours l'enfant kanak appréhende le monde moderne. Il se comporte comme un poisson dans l'eau. Les parents quant à eux, emportés par le courant du conformisme se réjouissent si leur enfant se «débrouille bien» à l'école:

Mais si tel n'est pas le cas, ils se «font du mauvais sang» et sacrifient leurs maigres économies, le cas échéant à rattraper son retard. Les parents ne comprennent pas toujours pourquoi leur enfant avait bien commencé sa scolarité comme plusieurs de ses camarades, mais après quelques années, il s'arrête au milieu de ses études secondaires où il est chômeur après avoir obtenu un diplôme professionnel dans un Alep ou un CFPR.

L'enfant kanak quelque soit ses premiers résultats à l'école est submergé dès sa naissance par une culture que les parents dans la plupart des cas ne sont pas en mesure de lui fournir les éléments. Les parents croyaient beaucoup à l'école de Jules FERRY. Ils confondent instruction et culture. Ils fondent l'avenir de leur progéniture sur le message que dispensent les représentants de la patrie adoptive. Les parents sans qu'ils se posent la moindre question accueillent à bras ouverts l'étiquette nouvelle, la boîte de Nescafé «made in France» ou la boîte de sardines à l'huile fabriquée en Sardaigne, l'acquisition d'une R18 neuve, d'une GMC ou d'une Mercedes d'occasion. Ils sont locataires d'une villa en location vente parmi les bourgeois. Les parents kanaks s'efforcent pour mieux s'insérer dans la société multiraciale où la seule règle d'éthique est : chacun pour soi:

Il est souvent ahurissant pour le kanak solidement enraciné dans sa culture traditionnelle d'entendre son propre enfant, son neveu ou sa fille, de six, de huit ou de dix ans, répéter «je veux devenir pilote d'avion, cascadeur, docteur, secrétaire ou institutrice. Il entendra rarement ou jamais «je veux devenir sculpteur de chambranles, fabricant de monnaie kanak ou conteur».

On peut se rendre compte à quel point d'acculturation est arrivé le kanak. Le kanak risque d'oublier complètement ses racines et d'ignorer de quelle culture il est issu, s'il continue de jouer du produit fini sans arriver lui-même à en fabriquer avec ses propres modèles.

Il ne s'agit pas de revenir (200) deux cent ans en arrière. Toutefois, il est vital pour notre culture que nos enfants dès le début de leur scolarité se sentent bien dans leur peau. Qu'il n'y ait pas un ou deux détenteurs des secrets de la culture kanak comme il est de coutume d'entendre dans nos régions culturelles, mais un nombre important de kanak qui vivent la culture kanak et qui peuvent la communiquer.

L'enfant d'aujourd'hui doit être de main un homme debout, mais non suspendu et balancé à tout vent de politique culturelle fomenté par le même clan d'experts de jeux de ficelles.

L'enfant doit être un kanak à part entière et fier de l'être avec tout son patrimoine culturel. Il doit s'instruire à l'école de sa patrie adoptive mais ses parents doivent l'aider à mieux connaître sa mère nourricière pour mieux la défendre. C'est tout un programme d'enseignement et d'éducation.

Adrien H.

CONVENTION DES E.P.K DE KANAKY

Ponérihouen, le 11 août 1985

Le Comité Organisateur de la IIème Convention des EPK aux
- EPK
- Comités de Lutte
- Ministres concernés de Kanaky.

Objet : Convention à la IIème Convention des EPK de Kanaky.

Chers camarades,

Par la présente, nous vous informons que notre IIème Convention des EPK de Kanaky se tiendra du jeudi 29 août à partir de 7 h 30 le matin jusqu'au samedi 31 à 18 h, à la tribu de l'Embouchure, au lieu-

dit Cii. Pour y accéder, vous pouvez vous renseigner à la tribu de Mou, en bordure de la route territoriale.

L'accueil des délégations se fera le mercredi 28 août, dans l'après-midi, à 16 h (4 h) : nous vous demandons de vous y conformer pour faciliter le travail de tous.

Pour des raisons de charges, d'hébergement et autres, nous prions chaque délégation de se restreindre au nombre de 5 personnes, avec chacune sa couverture. En cas de surplus, nous vous demandons de nous prévenir le plus vite possible en téléphonant à Richard PWARIRIWA, soit à la mairie le lundi matin et les autres jours entre 12 h et 14 h, soit le lundi après-midi, tous les après-midi de 15 à 12h, ainsi que

tous les matins (sauf le lundi et dimanche) entre 8 et 11h, au magasin BALLANDE. Dans les deux cas, passer la commission à Richard. Pour la sécurité : chaque personne, avant d'entrer sur les lieux de la Convention, sera tenue de déclarer son identité, son groupe de pression, le comité de lutte dont il dépend.

Nous avons adopté pour cette IIe Convention, les réflexions et propositions suivantes de la Commission de Réflexion de l'EPK de Lifou dans sa lettre à Simon NAOUTCHOUE du 15 Juillet :

- la mise en place d'une structure nationale de l'EPK : organisation de coordination et de représentation,

- l'unification des principes, des objectifs et des structures de l'EPK dans notre lutte actuelle pour l'I.K.S. et dans l'I.K.S.,

- des revendications politiques et pédagogiques communes avec des actions communes à prévoir (calendrier d'actions collectifs) .

- une réflexion à l'utilisation des structures régionales du Plan Fabius,

- un bilan et des échanges entre les différentes E.P.K. de Kanaky.

2) Sur la méthode de travail :

On privilégiera le travail en commission ou sous-groupe .

Pour le bilan par région proposé par Lifou, nous vous prions d'en fournir une copie écrite, suivie de propositions d'ordre du jour à partir des questions prioritaires et allant dans le sens des objectifs ci dessus, pour le mercredi 28, à 18h. Car nous aurons une réunion préparatoire ce même mercredi 28, entre 18h et 20h, où l'on fixera ensemble l'ordre du jour à partir des propositions de tous, où l'on verra aussi pour l'équipe d'animation et la procédure pour les prises de décision (consensus ? vote ? qui vote ? comment ? etc...) .

Dans l'attente de cette IIe Convention qui nous permettra sans aucun doute, une fois de plus, nos expériences dans la lutte commune, recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations militantes.

La lutte continue,

Le Comité Organisateur de la IIe Convention des E.P.K. de Kanaky.

Ponérihouen

HIENGHENE

Les Faschistes Ne Passent PAS!

Alors que les caldoches s'activent toujours dans la provocation du côté de Témala, les camarades de Hienghène ont reçu de leur côté la visite d'individus peu recommandables. En effet, dans la nuit de Jeudi à Vendredi, ils ont repéré et intercepté dans la ferme des Martin une voiture dans lequel se trouvaient les dénommés WAHO Henri (le "videur" du "Bus Palladium"), SANGARNET Michel et SANGARNET Albert. Très vite alertés, des dizaines de militants de la région se sont mobilisés pour bloquer les issues des intrus, et faire le siège de la ferme Martin. Il faut dire que les Sangarnet et les Waho sont directement impliqués dans le massacre du mois de décembre, selon les témoignages des survivants. Imaginez l'émotion dans la vallée à l'annonce du retour des "assassins". Prévenus, les gendarmes sont venus illico placer un cordon de sécurité autour de la maison encerclée par plus d'une centaine de militants, dont beaucoup étaient bien décidés à se faire justice. Après qu'un ultimatum leur fut signifié par les responsables locaux du FLNKS, ils ont été contraints de sortir de la maison pour expliquer les raisons de leur présence. Ils ont alors répondu qu'ils étaient venus récupérer un moteur qui se trouvait...à Touho! La provocation était manifeste. Après maintes négociations avec les forces de l'ordre, les gens du FLNKS ont consenti à les laisser partir, à la seule condition qu'ils ne remettent plus jamais leurs pieds à Hienghène sinon, gendarmes ou pas gendarmes, ils n'auraient plus la vie sauve. Cet incident, qui fait suite aux provocations de Témala, devraient inciter tous les militants à redoubler de vigilance car ces affaires révèlent la détermination de la droite de se lancer dans une stratégie de la tension généralisée, une des tactiques éprouvées en ce moment étant de venir "chercher", narguer le FLNKS dans ses sanctuaires, les "réfugiés indésirables" servant de "chevaux de Troie".

Concernant justement les suites judiciaires du massacre des frères de Hienghène par la bande des Lape-tite et des Mitride, le Comité FLNKS

ENGRAIS :

Un grand stock d'engrais disparu du Service d'agriculture de La Foa aurait été revendu à des agriculteurs du coin, d'après l'A.C.P. (Agence Caldochie Presse). La personne soupçonnée de ce petit larcin aurait démissionné de son poste dans le service dilapidé...pour mieux s'occuper du Front National dans la région. Et ces gens là se paient le culot de dire «touche pas à mon île...imprégnée de ma sueur ! Toujours dans la région, on se pose la question si la Subdivision administrative Sud n'aurait pas raccordé la Mairie de Farino à la mairie de La Foa, après la découverte qu'une facture d'installation téléphonique opérée dans la commune de Farino aurait été intégré dans les comptes de La Foa.

Cette petite note s'élèverait à 1,5 millions CFP, d'après l'A.C.P.

REMEDE DE CHEVAL :

Une infirmière du CHT G. Bourret a réussi à se faire mettre en disponibilité pour 2 mois et demi, pour pouvoir partir en France faire un stage...d'équitation. Paraît que Monsieur le Ministre des Sports, Goïne WAMO, a littéralement craqué devant les performances équestres de la petite demoiselle. De voir les bourrins faire des cabrioles, ça doit le rendre plus léger.

COMMUNIQUE :

LA REUNION DE LA REGION FABIUS
CENTRE-SUD FABIUS AURA LIEU LE 15

AOÛT 1985 A NEDIVIN (HOUAILLOU).

LA PRESENCE D'UN MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE COMME OBSERVATEUR EST SOUHAITEE, A LA CONDITION QU'IL N'EXERCE AUCUN MANDAT DE REPRESENTATION DANS UNE DES 3 REGIONS KANAKY CONCERNEES (AJIE, XARACUU, DRUMBEA).

de Hienghène a enfin réussi à faire déplacer le juge d'instruction sur place pour procéder aux auditions des 7 survivants. Pour des raisons de sécurité évidentes, ces 7 témoins ne pouvaient se rendre à Nouméa.

Le juge envisageait déjà de mener une reconstitution de l'embuscade mais le Comité FLNKS a émis le vœu que celle-ci se fasse seulement après les élections.

Radio Cocotier

R.R.B. :

Il se dit que le parquet se hâte lentement d'inculper le patron de R.R.B pour quelques délits dont personne ne s'était avisé jusqu'alors:

- introduction frauduleuse de matériel d'émission radiophonique
- diffusion publique illégale
- perturbation du réseau hertzien
- publicité illégale

Nous attendons avec impatience une mise au point sur les ondes de cette radio de son "Président Directeur Général"...Auguste Parawî Reybas. Mais si vous craignez pour les jours de la station, rassurez-vous. Le slogan à la mode c'est "Touche pas à mon pote"...ou à mes privilèges. Pas vrai BILBAO ?

SATYRE :

Un certain Gervolino travaille au service des urgences de Gaston BOURRET et ce monsieur s'est fait plusieurs fois remarquer par une propension au sadisme lorsqu'il est amené à donner les premiers soins à des blessés kanaks. Faudrait lui faire un jour le coup d'une bonne rage de dents...kanake.

BILLET

FLEUR DE CACTUS :

Je suis la fleur aux mille feux d'argent
Mon esprit magique transforme tiges et pétales en une pluie de pépites d'or. Que vos roses soient blanches, jaunes, ou noires, cueillez ses richesses, brave peuple, et venez avec moi au banquet de ma fortune.

Mais la fleur, aux voluptés généreuses, un certain 18 novembre se pétrifia. Depuis, son âme vagabonde dans des espaces d'apocalypse toutes épines griffantes et pétales fanées. Une tempête d'igames a éparpillé les roses et l'épopée inachevée des ancêtres souffle la fleur qui s'était enracinée dans la souffrance des vieux.

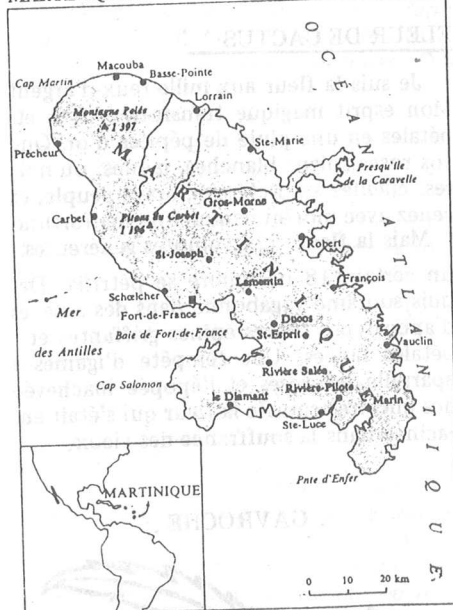
GAVROCHE.



MARTINIQUE: LES INDEPEN

La Martinique. Un destin qui pourrait sembler parallèle à celui de la Guadeloupe si proche. Les mêmes plaies : le peuple caraïbe anéanti au XVI^{ème} siècle, l'esclavage, l'assimilation ; depuis la loi de départementalisation de l'île (1946), une économie de plus en plus artificielle, de plus en plus dépendante avec la surconsommation des uns, le chômage des autres : une production à la dérive. Les mêmes plaies, les mêmes remèdes. Pour tenter de sortir de l'impasse, l'Etat colonial ne propose que les subventions aux Békés, descendants directs des colons, les 40 % de « vie chère » aux fonctionnaires, des allocations, l'émigration vers la France sur fond de développement mythique du tourisme. Pourtant en 1985, le paysage politique martiniquais diffère assez sensiblement de celui de la Guadeloupe.

MARTINIQUE



(Ce dossier a été préparé à partir de documents tirés de « Libération-Afriques »)

Pendant quarante ans, un homme, Aimé Césaire a marqué l'histoire de l'île depuis la mairie de Fort de France, une ville que peuple un tiers des habitants de la Martinique. Après le vigoureux discours sur le colonialisme, le choix de la départementalisation, la rupture avec le PCF, la fondation du Parti Progressiste Martiniquais (PPM) en 1957, la lutte pour l'autonomie, les références furtives à l'indépendance et plus récemment l'apologie de la décentralisation, « l'émancipation du peuple martiniquais » a pris bien des visages...

Cela permet de comprendre pourquoi le chemin de l'indépendance est moins fréquenté qu'en Guadeloupe, pourquoi la revendication indépendantiste, si elle est bien vivante, n'a pas encore gagné ou séduit de larges secteurs de la société martiniquaise.

Une caste exclusive

L'injustice coloniale est pourtant presque plus palpable qu'en Guadeloupe, dernier reste d'histoires divergentes. En effet, peu après l'abolition de l'esclavage en février 1794, les Anglais envahirent la Guadeloupe. Début juin, le commissaire civil Victor Hugues, muni des pleins pouvoirs, est chargé d'y faire appliquer la décision de la Convention. Les Anglais chassés de l'île, en moins d'un an l'essentiel de l'aristocratie blanche farouchement hostile à l'abolition de l'esclavage est guillotinée à Pointe à Pitre. En Martinique, les Békés se placent sous la protection des Anglais et survivent en tant que caste épargnée par la révolution de 1789... et les suivantes. Formant selon Toqueville « une des aristocraties les plus exclusives qui aient existé dans le monde », les Békés contrôlent aujourd'hui 80 % des terres cultivables de l'île et l'essentiel de l'import-export. Ils sont quelque 2 500 pour une population totale d'environ 330 000 habitants. S'ils constituent aujourd'hui une bourgeoisie très exclusive, ils sont profondément ancrés dans la société martiniquaise, dans sa vie politique, penchant tantôt pour le RPR, tantôt pour l'UDF qui contrôlaient jusqu'en 1982 le Conseil Général. A l'origine les Békés sont des gros propriétaires fonciers : la concentration des terres est beaucoup plus forte à la Martinique qu'en Guadeloupe où la petite paysannerie occupe encore une part importante de la production sucrière. Après avoir abandonné le sucre (7 000 ha pour une production d'environ 13 000 tonnes de sucre au début des années 80), ils se sont reconvertis dans de vastes plantations de bananes (10 000 ha pour 280 000 tonnes à la même époque), d'ananas etc... non sans avoir touché d'importantes subventions de l'Etat colonial, qui à l'occasion d'un cyclone, qui à l'occasion d'un plan sucrier. C'est ainsi que la production de sucre qui devait

remonter à 70 000 tonnes selon des décisions prises en 1967 n'atteignait que 14 000 tonnes en 1973 malgré 110 millions de francs de subventions.

Mais l'import-export, voilà la belle affaire, quand on sait que la Martinique exportait en valeur à peine 20 % de ce qu'elle importait. La priorité est ainsi accordée aux investissements dans le commerce : 272 millions F en 1982 contre 145 millions seulement pour l'industrialisation de 1980 à 1983 (selon l'Agence pour le développement de la Martinique).

De Jules Ferry à la départementalisation

Si aujourd'hui la valeur des importations est cinq fois celle des exportations, en 1948, à l'aube de la départementalisation, lorsque l'économie sucrière était florissante, l'excédent des exportations était encore de 12 % sur les importations. Economie toujours dépendante de la France, bien que les termes de l'échange se soient inversés : en 1982, la France absorbait 96 % des exportations de la Martinique et fournissait 70 % des importations de l'île. Le pacte colonial survit et les alliances de classes ont même pu se renforcer avec le gonflement d'une petite bourgeoisie de fonctionnaires attachés aux 40 % de « vie chère » et de salariés du secteur des services. En effet le secteur administratif fournit aujourd'hui un emploi sur trois et les activités de production n'occupent plus que 29 % des salariés en 1980 contre 62 % en 1960, la part des services passant donc dans le même temps de 38 % à 71 %.

Mais on touche là les effets contradictoires de la départementalisation qui visait à mieux assimiler le peuple de la Martinique.

Comme le soulignait Victor Bermal en 1984 (1), l'entreprise scolaire avait joué à plein à la Martinique : « l'école publique et obligatoire est depuis Jules Ferry et la III^{ème} République une institution à la Martinique. Elle a été perçue dès cette date par les masses antillaises comme ce qui pourrait leur permettre de briser la servitude dans laquelle les maintenaient les descendants des colons que l'on nomme ici les Békés. Là dessus s'est trouvée scellée l'alliance des masses antillaises avec l'idéal républicain et avec les institutions de cette troisième république ». Après avoir rappelé trois dates (1871 : gratuité de l'enseignement, 1881 : création du lycée laïc de Saint Pierre, 1882 : apparition de l'enseignement supérieur avec la création de l'Ecole de Droit de Fort-de-France), il ajoute même : « ce qui frappe ici, c'est que cette transformation semble s'être réalisée plus vite à la Martinique que dans la métropole ».

Effets contradictoires de la départementalisation ? Dans un premier temps, ce processus a permis de créer de nouvelles

DANTISTES ET L'EFFET CESAIRE

couches de fonctionnaires, de salariés, disposant d'un pouvoir d'achat non négligeable, sensibles au mode de vie métropolitain — auquel certains d'entre eux, les fonctionnaires, goûtaient lors de séjours de 6 mois — sensibles aussi à l'idéologie égalitariste accréditée par l'Etat français ; l'idée de rupture avec la France ne pouvait que les effrayer. Dans un second temps, l'effondrement des activités de production à la Martinique, la saturation du secteur des services ont accru le chômage qui touche environ 30 % de la population active en dépit de l'émigration vers la France politiquement organisée depuis le cours des années 60 par le BUMIDOM. Les capacités financières plus limitées de l'Etat colonial en raison de la crise qui rendait plus lourde, voire insupportable cette politique d'économie assistée, expliquent la proposition de P. Dijoud, secrétaire d'état de Giscard, de réduire à 15 % la prime de 40 % de « vie chère » et de remettre en cause les avantages fiscaux des bénéficiaires de hauts revenus et des sociétés d'import-export. La convergence de ces facteurs économiques et d'une action culturelle animée par le PPM à Fort-de-France avec le Sermac (2) et fondée sur l'identité martiniquaise, créait un champ nouveau pour la revendication indépendantiste.

L'idée d'indépendance

La première période de la départementalisation avait été marquée par l'empreinte politique d'Aimé Césaire. Maire de Fort-de-France depuis 1945 et partisan alors de la départementalisation, il rompit avec le PCF (le Parti communiste martiniquais — PCM — ne s'en remit jamais) pour créer en 1957 le PPM revendiquant l'autonomie de la Martinique mais restant très attaché à l'affirmation de l'identité culturelle martiniquaise.

Au début des années 60, avec la fin de la guerre d'Algérie, l'idée d'indépendance était apparue en milieu intellectuel à travers l'Organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise (OJAM), au sein de la composante martiniquaise du Front antillo-guyanais créé à Paris en 1962 et aussitôt dissout par De Gaulle et chez les étudiants (AGEM). En 1968, des transfuges maoïstes du PCM animaient le Mouvement national de libération de la Martinique qui se transforma en Groupe d'action prolétarienne dont l'influence en ville, à l'initiative d'intellectuels (72-73), s'effaça rapidement.

A la même époque, la volonté de rupture avec l'Etat colonial se traduisit de façon confuse dans un premier temps avec le groupe « la voix du peuple » animé par le jeune maire de Rivière-Pilote Alfred Marie-Jeanne. Ce dernier noua une alliance électorale avec les autonomistes du PPM pour s'en démarquer par la suite en constituant le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) au début de cette période où la politique de départementalisation abou-

tissait à une impasse et que le mouvement syndical, jusqu'ici animé par la CGTM et FO, connaissait un bond qualitatif. Avec la naissance en 1976 de la Confédération Syndicale des Travailleurs Martiniquais (CSTM), surtout implantée chez les salariés du tertiaire (assurance, employés municipaux, etc.) la revendication corporatiste s'accompagne d'un discours plus radical sur la dignité des travailleurs bafouée par l'ordre colonial et se traduisait par des formes d'action plus dures (séquestrations). C'est à travers ce nouveau souffle syndical que s'affirmait la volonté d'indépendance, notamment lors des grèves de 79-80 (fonctionnaires, employés, ouvriers du port) où le secrétaire d'état P. Dijoud cristallisa un mécontentement à connotation fortement anticoloniale. La dimension culturelle chère aux autonomistes du PPM avait autant de poids que la revendication économique.

Dans une certaine mesure le PPM était pris à son propre piège. Cette dimension culturelle qui pesait d'un grand poids dans le mouvement allait contraindre le PPM — tout comme le PCM — à gauchir ses positions pour occuper l'espace politique qu'étaient en train de gagner les indépendantistes.

Le PPM dénonça le « génocide par substitution » du peuple martiniquais et lors de son 8ème Congrès de juillet 1980, les thèses indépendantistes recueillirent près de 40 % des mandats. Le PCM, certes moins influent, a dû lui aussi lors de son 7ème Congrès en avril 80 abandonner le mot d'ordre « d'autonomie populaire et démocratique dans le cadre de la République française » pour adopter comme objectif « un Etat autonome démocratique et populaire ».

1981 : un nouveau champ pour les indépendantistes

La victoire de la gauche en 1981 allait bouleverser les données politiques à la Martinique. Après l'élection de Mitterrand, Césaire proposa un moratoire sur le statut de l'île, entraînant la démission de 4 membres du Comité national ; désormais les « indépendantistes » avait disparu des instances dirigeantes du PPM, et la loi Defferre sur la décentralisation fut présentée comme la panacée pour l'émancipation du peuple

martiniquais. Le 9ème Congrès du PPM en février 1982 fut celui de la normalisation : tout balaisier (cellule) qui s'écarterait de la ligne définie par la majorité serait dissout. Ce fut le cas de la section du PPM de Paris animé par un des fils de Césaire.

Le PCM, pour sa part, avait appelé à l'abstention aux présidentielles mais l'élection de Mitterrand le déchira entre les partisans du moratoire de Césaire et ceux qui voulaient rompre avec l'Etat colonial. Ces derniers ont fondé le PKLS ou PCIS (Parti Communiste pour l'Indépendance et le Socialisme) en 1984.

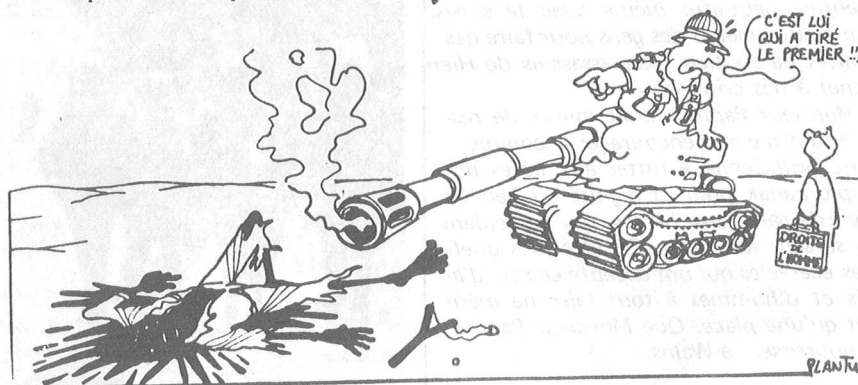
Ce repli du PPM et du PCM a libéré de nouveau un champ d'expression pour les indépendantistes dont une branche sensible aux méthodes du mouvement patriotique guadeloupéen s'est tournée vers les campagnes où le PPM et le PCM ont moins d'influence. Bien que la question foncière se pose en des termes différents, ce courant, regroupé autour du journal Asé Pléré Annou Litté (APAL), a adopté dans un premier temps le même type d'organisation. Le mouvement APAL dont le relais syndical est aujourd'hui l'UGTM (Union Générale des Travailleurs Martiniquais) a créé en avril 1984 un nouveau cadre les « Comités populaires » qui vise à créer l'unité des indépendantistes martiniquais.

Mais, à l'évidence, l'obstacle de la division est dur à franchir pour le MIM, les Comités populaires et quelques épigones très marginaux de groupes trotskystes français. Ces divergences apparaissent notamment dans l'attitude définie par rapport à la problématique de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe (ARC) qui s'est manifestée à la Martinique par plusieurs attentats à la bombe depuis mai 1983.

Pour l'heure, le repli du PPM avec son moratoire sur le statut de l'île a sans doute affaibli l'effet Césaire qui jusque-là, grâce à son affirmation de l'identité culturelle martiniquaise, avait entravé le mouvement indépendantiste martiniquais. Il reste à savoir si dans ce contexte les tenants de l'indépendance pourront dépasser leurs différences pour se fonder dans les mouvements sociaux à venir.

1) Voir le très bon numéro 49 de Critique Socialiste (revue théorique du PSU) : « du fait colonial au fait national » (40 F) (PSU : 9 rue Borromée, 75015 Paris).

2) Le Sermac (Service municipal d'action culturelle) est animé depuis 1976 par Jean-Paul Césaire.



Chacun à sa Place

«...C'est en gros ce qu'a dit le Sénateur de Wallis, Papilio, lors du récent débat au Sénat sur le projet de statut de la Nouvelle-Calédonie. En effet, il a dit pour soutenir ses collègues de l'opposition qui bloquent par tous les moyens toute évolution, que les Kanak avaient toute leur place sur ce Territoire.

Il faut voir laquelle. A de rares exceptions, ils sont planton, femme de ménage, jardinier ou manoeuvre que leurs contre-maîtres blancs regardent travailler. En somme, l'espace que veulent bien leur accorder ces messieurs les «loyalistes» est celui de larbins des blancs. Ah! j'oubliais, il y a UKEIWE. Il est bien payé. Mais au fait, pour qui travaille-t-il ? Il faut dire qu'il est en brillante compagnie.

N'est-il pas membre de ce RPR qui a déploré la détérioration récente des relations entre la France et l'Afrique du Sud. Aurait-il réussi à blanchir au point qu'il n'a pas élevé la voix lui ce «champion de la défense des libertés». Il est vrai que dans son parti qui use et abuse d'une expression qu'il a inventé («toutes ethnies confondues») on ne va pas se plaindre d'un gouvernement qui massacre quotidiennement une vingtaine de noirs. Mais voilà, comme les kanak, ils ont le tort de ne pas vouloir «rester» à leur place. Monsieur UKEIWE se tait sur ce problème. Or, qui ne dit rien consent. Il faut dire qu'il est en bonne compagnie «loyaliste» sur le Territoire avec un obscur hebdomadaire d'extrême droite qui depuis deux semaines fait l'apologie de l'Afrique du Sud, sur ses pages centrales. Quel beau pays en effet pour les noirs, c'est celui où l'on en tue le plus de monde.

Il faut dire qu'en Nouvelle-Calédonie, ces gens là ont des émules, ils ont à leur tableau Pierre DECLERCQ, Boaré POITCHILY, Célestin ZONGO, etc...croyez qu'un seul des assassins de ceux-là soit en prison? Non ils sont en liberté. Et si d'aventure, on se trouvait dans l'obligation de les arrêter, soyez sûrs qu'ils ne feront qu'un an de prison (comme de Saint-Quentin) peut-être même avec le sursis. Il se trouve même des gens pour faire des comités de soutien (aux assassins de Hienghène) à des criminels.

Monsieur Papilio ferait mieux de rester à sa place et d'encourager la communauté wallisienne à lutter aux côtés du peuple kanak pour la dignité au lieu de servir de gants aux blancs qui ne veulent pas se salir les mains. En effet, les quelques écervelés qui ont accepté ce rôle d'abibis et d'hommes à tout faire ne méritent qu'une place. Que Monsieur Papilio les nourrisse... à Wallis.»

Vendredi 9 août, 14 camarades de St-Louis passaient au tribunal pour l'affaire des barrages de Décembre 84.

Ce fut un procès tronqué, en "rondelles de saucisson" et en points de suspension.

Pour se faciliter la tâche, le Parquet avait découpé en rondelles les événements présentes. Première tranche : toutes les agressions subies par les Saint-Louis avant la mise en place des barrages et les saisies d'armes. On la remplace par des points de suspension. Etc...

Constat : on n'a retenu que les charges contre les militants de Saint-Louis ; on a supprimé tout ce qui aurait pu mettre en cause les milices anti-indépendantistes. Pourquoi? Le motif invoqué, c'est qu'il n'y a pas eu de trace... En grattant un peu, on apprend que l'enquête d'instruction n'a pu être menée en raison des difficultés particulières rencontrées par les gendarmes...A votre avis, pourquoi ces omissions ? Ces silences ? Pour faire passer les Saint-Louis pour des vandales, des violents congénitaux... depuis bon nombre d'années la justice s'est employée à accréditer cette thèse. Une fois de plus, elle devrait passer.

Mais nous sommes allés à Saint-Louis faire notre enquête (voir article par ailleurs). Et nous avons recueilli plusieurs témoignages attestant de la collusion entre les

gendarmes du Pont-des Français et les meneurs anti-indépendantistes ; non seulement dans ces soirées, mais aussi dans les jours suivants.

Plusieurs personnes ayant des liens établis avec la police ont même été vues sur les barrages anti-indépendantistes.

Alors on comprend le silence gêné des gendarmes chargés de l'instruction. Mais nous y sommes habitués depuis l'affaire DECLERCQ. C'est pourquoi l'avocat de la défense a demandé un supplément d'enquête.

En attendant le verdict prévu pour le 6 septembre, présentons nos félicitations au Parquet de BILBAO et à ses subtils officiers de Police judiciaire : ils trouvent toujours les coupables kanaks car il n'y a qu'eux qui sont coupables. S'ils ne trouvent pas les coupables de Droite, c'est qu'ils n'existent pas : ce sont des points de suspension qui ont assassiné Pierre DECLERCQ, les 10 de Hienghène, Eloi MACHORO, les jeunes MAPERI et M'BOUERI, qui ont mis le feu à la maison GUIART, à l'USTKE, qui ont saccagé les magasins du Centre ville, qui ont fait sauter les bateaux de Polypêche, de KOLHER, qui ont fait exploser des bombes à la Poste, au palais de justice, à Do Kamo...Et surtout, ces points de suspension, ils sont civilisés...puisqu'ils sont de Nouméa.

Vous disiez justice à deux vitesses?



DES KANAKS AU PAYS DE LENINE

Il fallait bien que ça arrive un jour: des Kanaks à Moscou! En effet, à l'invitation officielle de la Fédération Mondiale de la Jeunesse et des Etudiants, une délégation de quatre militants de l'USTKE, conduite par son Secrétaire Général Louis Kotra UREGEI, s'est rendue récemment à Moscou pour participer du 27 Juillet au 3 Août au XIIème Festival Mondial de la Jeunesse et représenter la KANAKY. Et ce n'est pas tout: à peine arrivés dans la capitale soviétique, quelle ne fut leur surprise d'y rencontrer...deux autres kanaks, l'un venu avec la délégation du Conseil Océanien des Eglises, l'autre avec la délégation des Jeunesses Communistes de France. A croire que la jeunesse de Kanaky est atteinte d'une épidémie de "soviétophilie"!

Organisée tous les 3 ans, le Festival Mondial de la Jeunesse réunit des milliers de jeunes gens représentant la jeunesse du monde entier, de tous les continents et de toutes les cultures, sur un thème en rapport avec les grands problèmes d'actualité auxquels sont confrontés les peuples et en particulier la jeunesse du monde. La rencontre de Moscou a rassemblé 20.000 délégués venus en majorité des pays du Tiers-Monde sur le thème du Désarmement Nucléaire et de la Paix, question ô combien d'actualité au moment où le monde entier commémore le 40ème anniversaire de la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki.

Parmi toutes les manifestations auxquelles ont assisté nos camarades, celle qui leur aura laissé la plus forte impression est sans conteste la grandiose cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée sous les yeux de 100.000 spectateurs au Stade LENINE, cérémonie marquée par la présence de Mikhaïl GORBATCHEV, Secrétaire Général du PCUS. "Bwénando" consacrera dans une prochaine édition un dossier sur le séjour des camarades au pays des soviets. D'ores et déjà, nous reproduisons une déclaration commune élaborée à l'issue d'une rencontre solennelle entre les représentants des délégations venues des "dernières colonies françaises" pour témoigner

Le 2 août 1985, dans le cadre du XIIème Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants, les organisations et délégations suivantes : Front de Libération Nationale Kanake Socialiste, délégation de la Guadeloupe au XIIème Festival, délégation de la Martinique au XIIème Festival, délégation de la Martinique au XIIème Festival, délégation de la Réunion au XIIème Festival, se sont réunis à Moscou, capitale de l'Union Soviétique, afin de procéder à un échange de vues sur la politique du colonialisme français dans leurs pays respectifs et le développement de leur lutte pour la souveraineté nationale et le progrès social.

A l'issue de la rencontre, elles ont publié la déclaration suivante : La politique colonialiste de la France en Kanaky, Martinique, Guadeloupe et Réunion a conduit à l'impasse économique et à l'aggravation du sous-développement de ces pays.

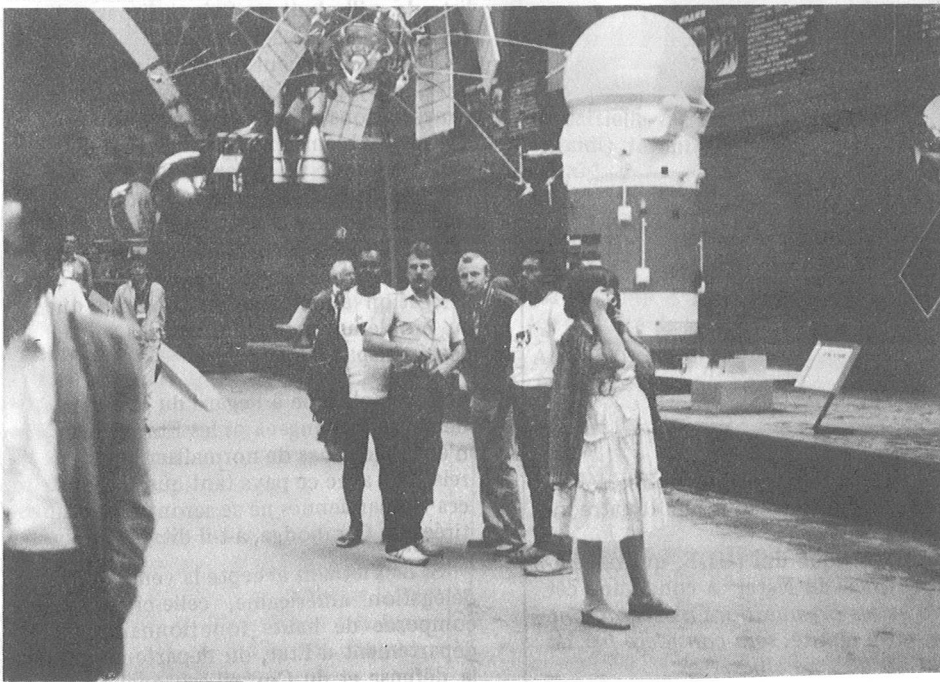
Les promesses faites par les socialistes français avant mai 1981, puis par leur gouvernement, n'ont pas été tenues. Ce qui explique en outre la méfiance grandissante de nos peuples vis-à-vis des déclarations des gouvernants français.

Les peuples kanak, martiniquais, guadeloupéen et réunionnais revendiquent avec force le droit de jouir des biens de leur terre, de leurs ressources naturelles, du produit de l'économie de leur pays.

Mais il devient de plus en plus évident que la revendication de ce Droit à la souveraineté nationale ne peut, à l'heure actuelle, se situer que dans le contexte de déclenchement d'une véritable offensive anti-colonialiste contre ceux qui nous dominent, nous exploitent et portent atteinte à la dignité de nos peuples.

Les forces progressistes et révolutionnaires de Kanaky, de Martinique, de Guadeloupe et de Réunion doivent resserrer les liens de Solidarité qui les unissent contre leur ennemi commun et poursuivre le combat pour arracher leur pays de la tutelle coloniale et parvenir à leur Libération Nationale et Sociale, à l'Indépendance et au Socialisme.

Moscou, le 4 août 1985



Visite organisée dans le Hall d'exposition du Cosmos, au Parc d'Exposition Permanente de Moscou.

AFRIQUE DU SUD

ASSASSINÉE !



Cette femme s'appelle Victoria MXENGE. Avocate Sud-africaine noire, défenseur de militants anti-apartheid, elle a été assassinée jeudi 1er août par « quatre inconnus » selon les services de police.

Lechesa TSENOLI, responsable du Front démocratique uni (UDF, qui rassemble 700 organisations anti-apartheid) dans la province du Natal a condamné cet « assassinat froid, lâche et calculé, que le peuple et ses organisations n'accepteront pas sans un désir de vengeance ». « Ce meurtre, a-t-il ajouté, sera considéré par de nombreuses personnes comme l'oeuvre de l'Etat ou de ses alliés ».

Le mari de la victime, qui avait été également un juriste éminent de la cause des Noirs d'Afrique du Sud, aurait été assassiné dans la même région en 1981.

On avait retrouvé son cadavre, transpercé de 45 coups de couteau. Ses meurtriers n'ont jamais été retrouvés.



VIETNAM

Les restes de vingt-six soldats américains portés disparus depuis la fin de la guerre du Vietnam seront remis, mercredi 14 août, à Hanoi, à une délégation américaine, a annoncé, vendredi 9 août, le Pentagone. Le département de la défense a ajouté que le gouvernement vietnamien envisageait également de fournir « des preuves matérielles ou des informations sur six autres « américains portés disparus ».

Le Vietnam avait indiqué, au début du mois de juillet, son intention de remettre aux Etats-Unis les restes de vingt six disparus. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, les restes des quatre-vingt-dix-neuf Américains ont été remis aux Etats-Unis, qui ont établi au total une liste de mille huit cent vingt disparus au Vietnam.

Le gouvernement de Hanoi avait proposé, en juillet dernier, l'ouverture de conversations à haut niveau pour résoudre ce problème dans un délai de deux ans. Vendredi, le département d'Etat a fait part au Vietnam de son désir de voir rapidement ces entretiens.

M. Bernard KALB, porte-parole du département d'Etat, a souligné que la délégation américaine ne traiterait que du problème « humanitaire » des soldats portés disparus.

« Notre politique à l'égard du Vietnam demeure inchangée » et les Etats-Unis n'envisagent pas de normaliser leurs relations avec ce pays tant que les forces vietnamiennes ne se seront pas retirées du Cambodge, a-t-il dit.

Si le Vietnam accepte la venue d'une délégation américaine, celle-ci serait composée de hauts fonctionnaires du département d'Etat, du département de la défense et du Conseil national de sécurité, a indiqué M. KALB. Elle comprendrait également le directeur exécutif de la Ligue nationale des familles, une organisation qui représente les parents des soldats portés disparus.

L'AFFAIRE DU «RAINBOW WARRIOR»

LA PISTE DES BARBOUZES FRANÇAIS

De rebondissements en rebondissements, l'enquête sur l'attentat du «Rainbow Warrior» a fini par déplacer l'attention des policiers néozélandais sur la piste des services secrets français, dont le rôle direct ou indirect dans la préparation et l'organisation de l'attentat contre le bateau de GREENPEACE apparaît de plus en plus évident : cette «piste française», qui ne fait plus de doute pour une partie de la presse française (ainsi l'hebdomadaire «VSD» accusait directement la DGSE, la centrale française du contre-espionnage, d'avoir commandité toute l'affaire) a été confortée de manière assez inattendue par la décision du Président François MITTERRAND d'ordonner au Premier Ministre Laurent FABIUS, d'ouvrir une enquête approfondie pour faire toute la lumière sur cette affaire, quitte à éclabousser publiquement des hautes sphères de la défense ou des services secrets français.

Les autorités néozélandaises apprécient la volonté de Paris de faciliter l'enquête et sont tellement satisfaits du sérieux avec lequel la France a réagi aux accusations lancées contre elle qu'un porte-parole de la police affirme maintenant n'avoir plus aucune preuve de l'implication des services secrets français dans l'attentat du «Rainbow Warrior».

Bref, l'affaire du GREENPEACE n'a pas fini de nous révéler des surprises !



nément mêlés à l'attentat.

Cette enquête s'est enrichie vendredi des dénégations vigoureuses des deux personnes dont les noms ont été cités à propos de cet attentat. La première est le docteur Xavier MANIGUET. Un homme se présentant sous ce nom a déposé vendredi, en fin de matinée, une lettre au siège de l'Agence France-Presse, à Paris.

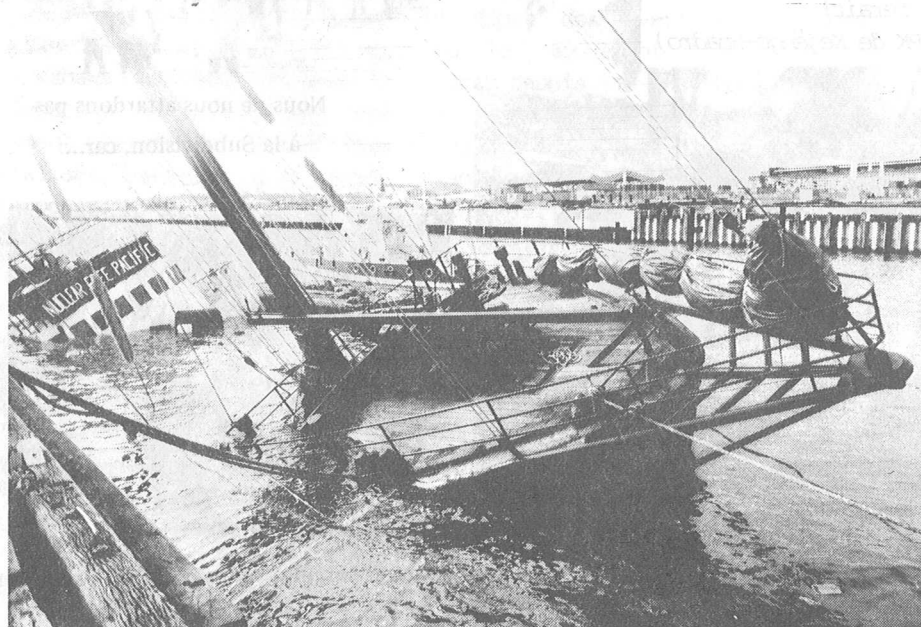
L'auteur du message explique qu'il «ne se cache en aucune façon» et affirme qu'il a «répondu à toutes les questions des autorités judiciaires australiennes, néozélandaises et françaises concernant (...) son voyage à bord du voilier Ouvéa», le bateau sur lequel se seraient enfuis les auteurs de l'attentat.

La personne qui s'est présentée à la réception de l'AFP pour remettre ce message a tourné les talons aussitôt, refusant de parler aux journalistes. La lettre précise que le docteur MANIGUET a décidé de ne répondre qu'aux questions des «autorités habilitées à enquêter sur ces faits douloureux». Elle affirme que le médecin est totalement étranger aux événements malheureux concernant le Rainbow Warrior et qu'il n'a «aucun engagement politique et n'a jamais eu de liens avec quelque service secret que ce soit», même s'il est «commandant de la marine nationale et effectivement passionné de plongée et d'aviation».

La seconde personne à dénier toute participation à cet attentat est le colonel Jean-François CHARRIER, ancien fonctionnaire de la DGSE, dont nous avions écrit que le nom «circulait» à propos de cette enquête. M. CHARRIER, frère du comédien, qui a été chargé, après avoir pris sa retraite, d'organiser pour le compte de M. Dick UKEIWE, le service de sécurité du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, affirme dans un «démenti» publié vendredi à Paris que ces accusations relèvent de «manoeuvres grossières».

«On comprend aisément, ajoute M. CHARRIER, que le gouvernement puisse chercher un bouc émissaire pour se démarquer dans la situation délicate sinon impossible dans laquelle il est placé.

Fort mécontent de paraître mêlé à cette affaire, M. CHARRIER a annoncé, par l'intermédiaire de son avocat, Me Patrick DEVEDJIAN, maire (RPR) d'Antony (Hauts-de-Seine), son intention d'intenter un procès au Monde pour diffamation.



L'épave du «Rainbow Warrior», après l'attentat.

S'il n'existe effectivement aucune preuve de la responsabilité du gouvernement français dans cette affaire, il se confirme que des agents liés à la direction générale de la sûreté extérieure (DGSE, ex-SDECE) s'intéressaient de près aux activités des militants de GREENPEACE victimes de l'attentat qui a coûté la vie, le 10 juillet, dans le port d'Auckland, à un photographe portugais et mis hors d'usage le chalutier sur lequel ces militants s'approprièrent à partir en campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique Sud.

Il apparaît, en particulier, que le couple arrêté une semaine plus tard en Nouvelle-Zélande sous la fausse identité d'Alain-Jacques et Sylvie-Claire TURENGE, avait été envoyé en mission dans ce pays pour surveiller les activités de GREENPEACE et en rendre compte à Paris. De source militaire, cependant, on se refuse à tout commentaire sur le grade exact, la fonction précise et la nature des liens de ces deux français avec la DGSE, qui

emploie autant d'agents civils que de militaires, soit comme fonctionnaires appointés, soit comme informateurs non rémunérés, et fait appel, le cas échéant, à des «sous-traitants» pour des opérations ponctuelles.

Une telle mission ne signifie pas nécessairement que le couple soit impliqué dans l'attentat. Celui-ci pourrait très bien avoir été perpétré par une autre équipe mêlant d'anciens agents de renseignements et des activistes-mercenaires d'extrême droite cherchant à nuire à l'image de la France dans le Pacifique, comme l'avait avancé le journal «Le Monde» du 9 août.

Si cette hypothèse est la bonne, elle explique pourquoi M. François MITTERRAND a réagi comme il l'a fait. Certes, il ne serait pas glorieux d'avoir à reconnaître la capture d'espions français en Nouvelle-Zélande, mais il y aurait là un moindre mal si l'enquête confiée à M. Bernard TRICOT démontrait que les services officiels français ne sont aucu-

FETE DES E.P.K NE DREHU

(LIFOU - WE - 10/11 SEPT)

SI...

Si toutes les Ecoles étaient une seule école,
quelle grande Ecole ça ferait...

Si tous les Peuples étaient un seul peuple,
quel grand Peuple ça ferait...

Si tous les Kanaks étaient un seul kanak,
quel grand kanak ça ferait...

Si toutes les EPK étaient une seule EPK,
quelle grande EPK ça ferait!

(un gamin de 1 EPK de Kejänge-Hnadro)



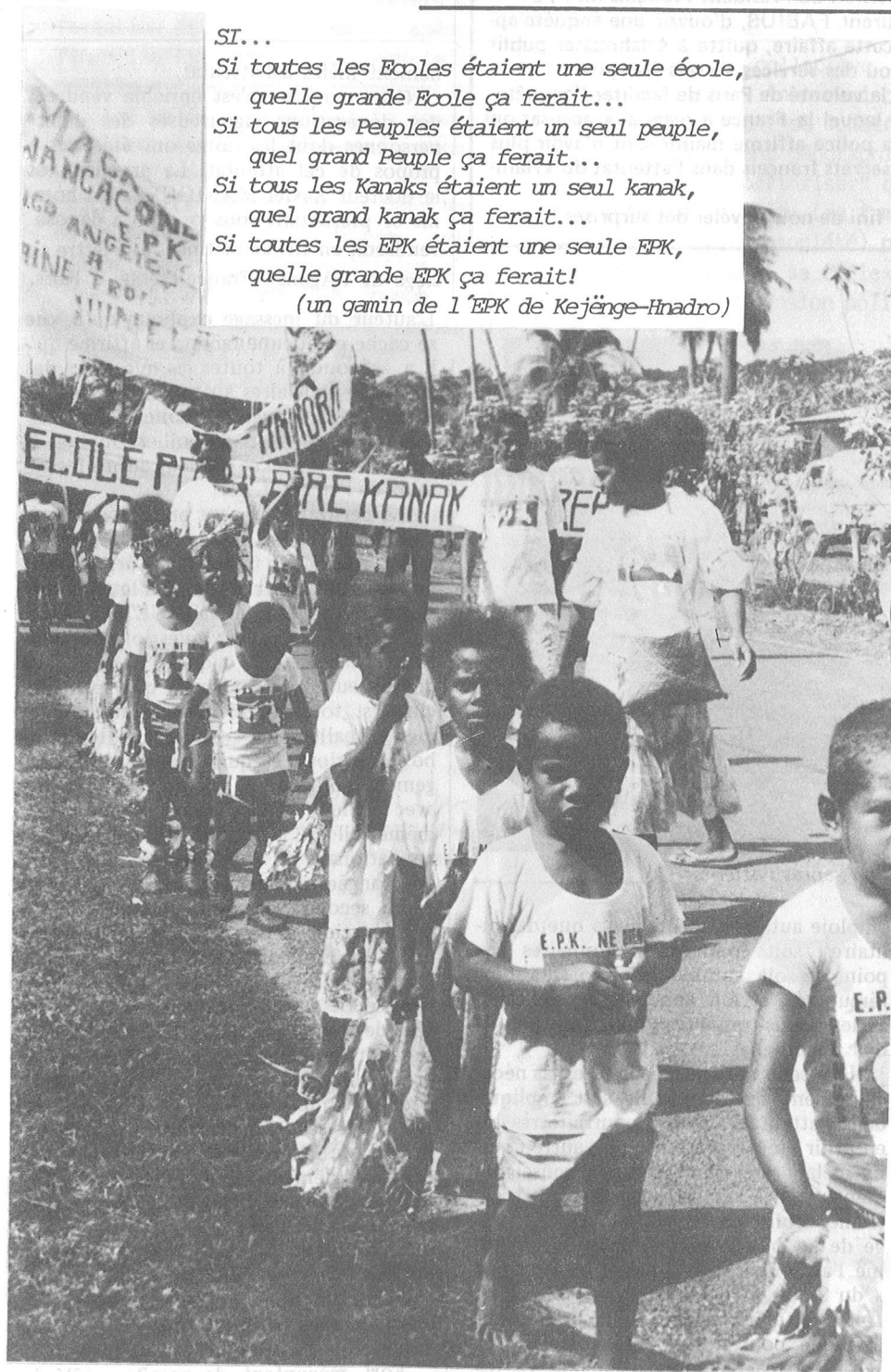
Nous ne nous attardons pas
à la Subdivision, car...



...nous sommes venus montrer, participer...

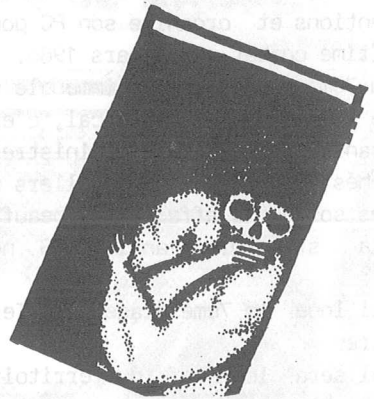
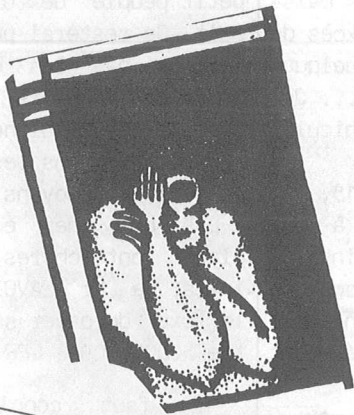


...écouter, apprendre.. L'Ecole est en fête,
l'Ecole est une fête.



NON, NOUS NE SOMMES PAS LA DELEGATION CHARGÉE D'ALLER
ACCUEILLIR DICK A WANAHAM!... NOUS, NOUS SOMMES
L'E.P.K. EN MARCHÉ...

"Eloi, l'aube n'est déjà plus
une tentation"



AVEC VOUS

La fumée des champs s'élève déjà
Et tu n'as pas encore défriché le tien
La campagne électorale commence déjà
Et tu n'es pas encore parmi nous.

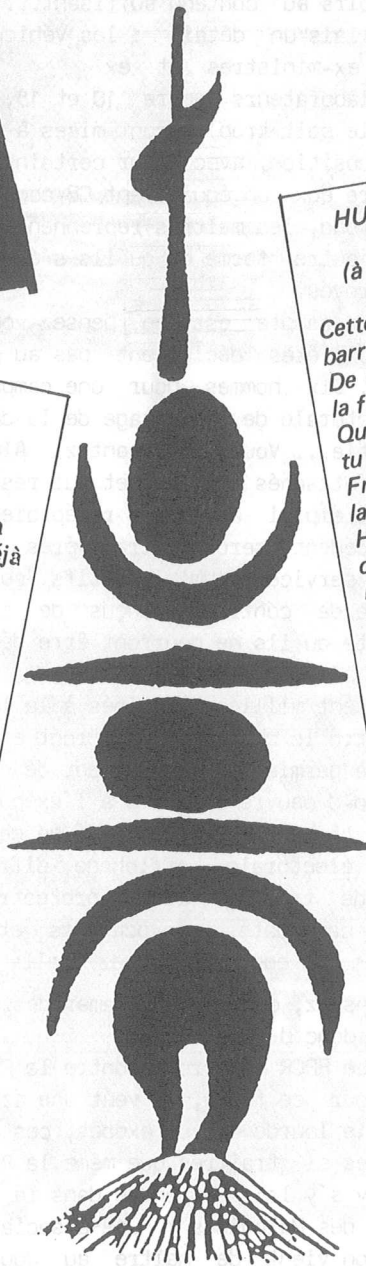
Les hommes ont commencé les labours
Et tes outils sont encore à leur place
Les autres passent et repassent
Mais nous sommes habitués à entendre ta
voix

La nuit tombe, il fait froid dehors
Mais tu n'es pas encore revenu
Les autres s'en vont déjà
Et nous sommes là à t'attendre

Combien de temps attendrons-nous
De croire que vous êtes déjà de l'autre
monde
Nous sentons votre souffle si près parfois
Que nous pleurons en silence.

Marcel, Eloi, ce 17 novembre au soir
Nous étions assis sur cette grande pelouse
Ceux qui nous ont hais de toute leur force
Sont déjà devant leur marmite avec leurs
assiettes

Mais dans l'ombre, nous sentons votre
présence
Et votre voix nous dire, c'est le repas de
midi
Mais il faut préparer la marmite du soir
Celle pour laquelle nous vous avons laissés
notre part.



HUMANITE REBELLE

(à Eloi MACHORO)

Cette nuit de tout mon être, visions de
barricades,
De ton corps rouge et ardent, fauché par
la fusillade,
Quelque chose en moi est mort lorsque
tu es tombé,

Frère kanak, Eloi MACHORO, soldat de
la Liberté.
Homme rebelle, en toi brillait la flamme
d'Atai,

Et je crie aujourd'hui ta mort, ton corps
lâchement assassiné.

De mon amour à ma douleur, de mes
sourires à mes peines,
De mon sang à mes poings, ta vie passée
est mienne.

Peuple kanak, dépossédé, humilié, exploi-
té et asservi,
Je viens fleurir ton drapeau de mon sang
et de mes cris.

Rouges et meurtries s'unissent des milli-
ons de mains,
Des peuples latino-américains, asiatiques
et africains.

Tchadiens, marocains, salvadoriens, indi-
ens et chiliens.

Mon cœur bat pour vous chanter, pour
lutter et pour vous aimer,
Je suis née pour vaincre, fière, indompta-
ble et enflammée.

Toute l'horreur de ce monde m'a déchi-
rée lorsque j'étais enfant,
Ainsi coule dans mes veines un sang vif et
brûlant.

Eloi MACHORO, frère assassiné, je serre
mes poings de douleur et de colère,
Te voici désormais dans la nuit, mais dans
mes veines tu demeures lumière.
L'aube s'est levé, l'impérialisme va tom-
ber.

Nous vaincrons.

Valérie MAUGENDRE

- Nice (France)

Les magouilles très «légales» du R.P.C.R.

Pour être loyalistes ou légalistes, il suffit d'aménager la loi à son avantage : la Malhonnêteté devient ainsi Honnêteté.

Le RPCR joue à la roulette des subventions et organise son PC pour un ultime combat avant mars 1986.

Au 7ème étage de l'immeuble où siège le Gouvernement local, c'est le branle-bas de combat. Ministres, attachés de cabinet, conseillers de toutes sortes s'affairent à peaufiner la structure anti-FLNKS non stop.

Qui loue le 7ème étage ? Le Territoire.

Qui sera le Chef du Territoire dans le Plan FABIUS ? Le Haut-Commissaire.

Qui loge au 7ème étage depuis le 18 novembre ? Le service de sécurité de Dick UKEIWE, Jacques LAFLEUR et Compagnie. Jacques CHERRIER, au nom prestigieux depuis qu'il est côté dans l'affaire du Rainbow Warrior, et Henri MORINI vont-ils devoir se replier dans un obscur local d'arrière-cour où le tout à l'égout se déverse à ciel ouvert ?

Non, les amis. Dick UKEIWE, dans sa fidélité sans faille à ses sponsors, veut dénoncer le contrat de bail qui affectait le 7ème étage au Territoire. Son compère Roger LAROCQUE, dont le cœur généreux ne se dément jamais quand la cause l'exige, récupère pour sa ville le bail en question. L'affaire est jouée, le Haut-Commissaire en sera pour ses frais. Il ne règnera pas sur le 7ème étage.

La station centrale d'écoutes radiophoniques et téléphoniques du RPCR n'aura pas à déménager en catimini. Elle sera là, bien là, au centre des élections espionnant, diffusant, ordonnant.

Que deviendra la fourmilière des copains qui vivent en symbiose avec le Gouvernement moribond ?

Votre inquiétude m'étonne, camarades. Depuis quand laisse-t-on à la rue des serviteurs dont le zèle est proportionnel aux profits qu'ils en tirent. Laissez-moi vous éclairer sur le reclassement professionnel de ces éminences grises.

Dix d'entre elles se retrouveront au sein de deux cabinets créés pour la circonstance auprès d'une part,

du Président de l'Assemblée Territoriale, d'autre part, du Président de la Commission Permanente, dont les obsèques légales n'interviendront, vous le savez, qu'après constitution du Congrès. Parmi ces privilégiés, cinq seront en fait affectés au siège du RPCR. J'entends déjà votre indignation. Mais qui paiera ?... Ne soyez pas mauvaise langue, s'il vous plaît : l'Assemblée Territoriale dispose d'un budget, et si les caisses ne s'éventrent pas d'un excès de francs CFP, il reste encore quelques tiroirs au contenu suffisant... J'oubliais un détail : les véhicules des ex-ministres et ex-collaborateurs (entre 10 et 15, nul ne le sait trop) seront mises à leur disposition, avec pour certains d'entre eux un équipement CB complet. Au fond, les maîtres reprennent sous une autre forme ce qu'ils s'étaient octroyés.

Le compte est bon, pensez-vous ? Vous n'êtes décidément pas au parfum. Dix hommes pour une campagne électorale de sauvetage de la démocratie... Vous plaisantez. Ainsi, les attachés de cabinet qui restent sans emploi après le redéploiement précédent, seront transférés dans des services administratifs sur la base de contrats conçus de telle sorte qu'ils ne pourront être dénoncés aisément.

Cent millions destinés à la lutte contre le chômage permettront et ont déjà permis le recrutement de cette main-d'œuvre si utile à l'exécution des tâches subalternes d'une campagne électorale : affichage, diffusion de tracts, milices protectrices des candidats, provocateurs etc... Dans vos communes, soyez vigilants.

Assez, ça suffit ? Camarades, cessez donc d'être naïfs !

Le RPCR guerroye contre le FLNKS : pour ce faire, il veut une artillerie lourde et, un exocet, ces missiles si traîtres que même la Royal Navy s'y laissa prendre dans la guerre des Malouines : "Une association bidon vient de naître au Journal Officiel du 7 août 1985.

Association pour le renforcement des liens entre Nouméa, la Grande-Terre et les Iles dont le président Jean-Pierre GUILLEMARD assume pour quelques temps encore, les fonctions de chef de protocole de Dick UKEIWE.

Une coquette subvention offrira à cette association les moyens de sa mission...électorale. Le 7ème étage et le réseau CB de la brousse disposent ainsi d'un relais de terrain discret, à défaut d'être efficace. La boucle est bouclée ! Le dispositif est prêt. Le spectacle peut commencer...à un détail prêt. Qui seront, au soir de la future journée électorale, les chous-chous élus du petit peuple de droite ? Nul ne le sait. Je resterai pudique et ne vous décrirai pas les cris effarés et quasiment vengeurs des ex-conseillers du RPCR qui ne parviennent pas à se hisser dans les vingt premières de la liste. Soyons honnêtes, il n'y a pas que chez eux que les bonnes places sont chères, mais qui, à l'instar de Mr LAVOIX, peut s'offrir le luxe de payer sa place de ministre 5.000.000 F CFP !!!

Il faut conclure car toute histoire, aussi délectable soit-elle, a une fin. Que ceux qui ne sont pas encore convaincus que la plus grande des malhonnêtetés peut s'épanouir à l'abri du paravent de la légalité se souviennent : 18 novembre : UKEIWE prend le pouvoir. La chasse aux sorcières démarre aussitôt, les impôts baissent pour les contribuables les plus fortunés, les prestations sociales sont réduites, le droit de licenciement est facilité, les indemnités des ministres et conseillers sont augmentées, les retraites baissent, les prix sont libérés, les voyages à Paris se multiplient, les exonérations fiscales pleuvent sur les investisseurs, les recettes fiscales faiblissent, les dépenses s'accroissent, la caisse se vide... le pays se meurt. La France paye plus de 45% des folies de ce gouvernement. Pauvres contribuables français : non seulement le niveau de vie du français baisse mais en plus il lui faut engraisser l'aristocratie locale, qui se sert et se joue des états d'âme des petits colons, ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie.

Ce n'est pas encore l'Afrique du Sud mais qui peut prétendre ici, si rien ne bouge, si rien ne s'ébranle, que demain il en sera autrement ?

~~~~~